

Un coup pour rien ?

Jacques Gallus

La bataille des municipales est terminée. Elle aura beaucoup passionné les notables de tout poil qui, élus ou pas, vont s'en retourner à leur médiocrité quotidienne. Rien n'aura changé. Aucune aspiration populaire n'aura été prise en compte. Une fois encore, la démocratie libérale aura fonctionné pour la galerie. Ce faisant, elle aura joué le rôle idéologique que lui assigne la classe dominante : donner à croire que le pouvoir se trouve là où il n'est pas — dans les mairies — pour que soit oublié son centre réel — les lieux de production.

Est-ce à dire que le courant révolutionnaire a perdu son temps là où il a pris part aux élections ? Certainement pas ; et pour plusieurs raisons.

La première est qu'il lui faut saisir toutes les occasions que la bourgeoisie lui donne pour prendre la parole. Certes, cette prise de parole dans le cadre des institutions en place comporte le risque d'une récupération. Mais précisément, le mérite des candidats du P.S.U. est de n'avoir jamais fait de concessions électoralistes. Les alliances conclues avec d'autres formations de gauche et d'extrême gauche l'ont été sur des bases sans équivoques réformistes.

La seconde raison est qu'une formation politique ne doit pas être un ghetto. Quand l'ambition de militants est centrée sur la prise du boulevard Saint-Michel, ils réussissent simplement à convaincre les riverains de leur brillant avenir de figurants dans les films de John Ford. Au contraire, toute l'histoire de notre pays est là pour montrer qu'un courant révolutionnaire n'est profond que s'il se développe en même temps en province et à Paris. Tout mouvement de ce genre qui reste confiné à Paris est voué à n'être qu'un épi-phénomène, une convulsion sans suite.

Victoire populaire

La troisième raison, liée à la seconde, est que le courant révolutionnaire a gagné. Il n'a pas seulement gagné des voix anonymes. Il a recueilli l'espoir de nombreux habitants de quartiers populaires. Rien n'est plus prometteur que nos résultats à Aubervilliers, Saint-Denis, La Roche-sur-Yon, Rennes, Bron, ou dans les quartiers populaires de Paris et de Lyon. Et bien d'autres exemples pourraient être cités. Ce qu'il importe de

retenir, c'est que là où nos camarades ont proposé aux travailleurs un programme de lutte claire et concrète contre tous les méfaits du capitalisme et ont commencé à l'appliquer, ils ont remporté un succès.



Tel est ainsi le cadre général qui se dégage de ce scrutin. Mais le second tour mérite quelques considérations spécifiques.

La majorité, dans la plupart des régions, a échoué à atteindre ses objectifs. Comme nous l'avions écrit après le premier tour, seul le Sud-Ouest lui donne satisfaction, en particulier avec Toulouse et Narbonne conquises sur de vieux notables socialistes. En revanche, elle stagne partout ailleurs ou même recule comme dans l'Est au profit de l'opposition centriste (en particulier à Metz), ou comme dans l'Ouest au profit de l'extrême gauche nouvelle (Prat à Morlaix, etc.).

A Paris, l'échec du premier tour s'est confirmé pour l'U.D.R., à l'inverse de ce que prétend, contre toute évidence, une grande partie des commentateurs. Nous avons démontré la semaine dernière que les seuls déplacements de voix entre 1965 et 1971 ont été un report — significatif — de suffrages de l'extrême droite sur les listes de la majorité. Aujourd'hui, le décompte des sièges obtenus concrétise cette analyse : l'U.D.R. passe de 37 à 31 (sur 90 sièges pourvus au total) et le seul secteur conquis par la majorité sur la gauche est celui formé par les quatre premiers arrondissements où une bataille triangulaire avait permis un succès heureux de la gauche en 1965. Quand on compare cette réalité aux objectifs de la luxueuse brochure électorale « Paris-Majorité » qui étaient « d'éliminer toute opposition dans la capitale » (ce qui, soit dit en passant, est une curieuse devise pour un parti « démocratique »), on est très loin du compte.

Commis voyageur

Le P.C. a réussi des conquêtes importantes : Amiens, Saint-Dizier, Arles, Savigny-sur-Orge, Rosny-sous-Bois qui s'ajoutent à Calais, acquise au premier tour. Sur ce point, le bilan est pour lui positif. Il l'est moins au vu des pourcentages de voix qui stagnent presque partout. Mais ce qui est le plus intéressant, en ce qui concerne le P.C., est d'analyser comment ses consignes de désistement ont été suivies. Là où au second tour un socialiste sérieux affrontait le pouvoir, la discipline des électeurs communistes a été rigoureuse, comme par le passé. Par contre, dans les cas douteux, Lille ou Narbonne par exemple, voire scandaleux, (Toulouse), il y a eu de larges pertes en ligne. En particulier, près d'un quart de l'électorat P.C. de Toulouse n'a pas voulu voter Bazerque, sachant le déshonneur qu'il a fait porter au nom du socialisme. Dans ces conditions, lorsque G. Marchais déclare à Europe 1 qu'à Toulouse « le P.S.U. s'est fait le commis voyageur du pouvoir », il a la mémoire courte : qui a dit en juin 1969 que Pompidou et

Poher, c'est blanc bonnet et bonnet blanc ? Or à qui Marchais fera-t-il croire que Poher est en quoi que ce soit différent de Bazerque, hormis sa plus grande austérité ? Pas même à tous les militants locaux de son parti, malgré une alouette de démocratie et un cheval de centralisme.

Non, quand on se veut un parti populaire révolutionnaire, on ne compose pas avec un Bazerque ou un Augustin Laurent qui, à une question posée sur les antennes de la radio répond : « Il n'y a pas de raisons que je collabore avec les communistes après les élections puisqu'il s'agissait d'une simple tactique électorale. » La révolution socialiste n'est pas une tactique électorale.

Ennui

Michel Rocard a expliqué dans le précédent numéro de « T.S. » pourquoi le courant dont fait partie le P.S.U. a lieu d'être satisfait de ces élections. Après ce second tour, il faut souligner la belle victoire de notre camarade Prat à Morlaix, dans des conditions difficiles, de même que nos bons résultats d'ensemble en Bretagne ; et plus particulièrement en Loire-Atlantique, et aussi la réélection de Dubedout à la tête d'une nouvelle équipe à Grenoble, malgré les affiches alarmistes de l'U.D.R. : « Pas de P.S.U. à la mairie ». « P.S.U. égale anarchie. »

Mais en définitive, au-delà des réélections ou des changements de titulaires, finalement peu nombreux, c'est l'ennui qui se dégage massivement de ces deux dimanches. Pas beaucoup de votants, pas de lame de fond politique, simplement le remplacement du gaullisme par un magma qui rappelle, en plus réactionnaire, le parti radical de la belle époque. Le Sud-Ouest ne s'y est pas trompé d'ailleurs.

Rien au total que la lassitude devant l'horizon bouché du capitalisme et l'inanité de sa « démocratie locale ». □